

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC/W/485
4 décembre 2002

(02-6699)

Conseil général

RAPPORT INTÉRIMAIRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL: PARAGRAPHE 43 DE LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE DE DOHA

	<u>Page</u>
I. CONTEXTE ET INTRODUCTION.....	2
II. PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'OMC EN FAVEUR DES PMA	4
III. MISE EN ŒUVRE DU CADRE INTÉGRÉ POUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE LIÉE AU COMMERCE À L'INTENTION DES PMA.....	9
A. CONTEXTE.....	9
B. MISE EN ŒUVRE DU CADRE INTÉGRÉ DEPUIS DOHA.....	11
1. Le Cadre intégré et le Programme de Doha pour le développement	11
2. Progrès réalisés à ce jour dans la mise en œuvre du Cadre intégré	12
3. Réalisations, défis et questions à ce jour	13
C. PROCHAINES ÉTAPES.....	15
IV. CONCLUSION	16

I. CONTEXTE ET INTRODUCTION

1. Ce rapport intérimaire est présenté conformément au mandat énoncé au paragraphe 43 de la Déclaration ministérielle de Doha. Au paragraphe 43, les Ministres demandaient au Directeur général de faire rapport à la cinquième Conférence ministérielle de l'OMC et de présenter un rapport intérimaire au Conseil général en décembre 2002 "sur toutes les questions affectant les PMA". Un rapport complet sera présenté aux Ministres à la Conférence de Cancún (Mexique) qui se tiendra du 10 au 14 septembre 2003.

2. Quarante-neuf pays sont classés par les Nations Unies dans la catégorie des PMA.¹ Trente d'entre eux sont Membres de l'OMC.² Neuf autres sont en cours d'accession.³ Et trois ont le statut d'observateur à l'OMC.⁴ Les PMA portent un intérêt considérable au système commercial multilatéral fondé sur des règles et ils ont un rôle croissant à y jouer. Ensemble, les PMA représentent plus de 20 pour cent des Membres actuels de l'OMC. Le système commercial multilatéral se doit d'être à l'écoute des préoccupations des PMA et d'y répondre efficacement.

3. Le plus grand défi auquel fait face la communauté internationale est de répondre aux besoins des 49 PMA, et en particulier d'éradiquer la pauvreté. Bien qu'urgents, ces défis doivent être abordés avec réalisme. Il n'existe pas de formule magique et aucune approche ni aucun plan ne livrera un résultat immédiat. Le plan idéal pour répondre aux défis auxquels sont confrontés les PMA devra porter sur un partage bien défini des responsabilités entre: i) les organisations économiques multilatérales participantes⁵; ii) les donateurs bilatéraux⁶; iii) les pays en développement; et, iv) les PMA, qui conserveront la responsabilité et le droit de gérer le processus de leur intégration au système commercial multilatéral et à l'économie mondiale. Le Cadre intégré offre le moyen d'établir une approche globale et coordonnée des questions liées au commerce. Même s'il est urgent d'en améliorer la mise en œuvre, le Cadre intégré est aujourd'hui le principal mécanisme dont dispose la communauté internationale pour *intégrer le commerce* dans les plans de développement et les stratégies de réduction de la pauvreté des PMA. Il fournit un mécanisme pour donner suite aux recommandations relatives à l'assistance technique prioritaire que renferment les Plans d'action des études diagnostiques sur le commerce, pour aider les PMA à intégrer le commerce et pour mener des réformes économiques de plus grande envergure. Il est essentiel que les PMA procèdent à l'intégration du commerce et engagent des réformes économiques de grande portée pour pouvoir tirer parti des avantages du système commercial multilatéral ouvert et fondé sur des règles.

¹ En 1971, les Nations Unies ont classé 24 pays dans la catégorie des PMA. Il y en a 49 maintenant. Seul un pays, le Botswana, est parvenu en 1994 à quitter les rangs des PMA. L'inversion de cette tendance est une priorité tant pour les PMA que pour la communauté internationale du développement.

² L'Angola, le Bangladesh, le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, la République centrafricaine, le Tchad, Djibouti, la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, Haïti, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, les Maldives, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, le Myanmar, le Niger, le Rwanda, la Sierra Leone, le Sénégal, les Îles Salomon, la Tanzanie, le Togo, l'Ouganda, le Zaïre et la Zambie.

³ Le Bhoutan, le Cambodge, le Cap-Vert, la République démocratique populaire lao, le Népal, le Samoa, le Soudan, Vanuatu et le Yémen.

⁴ La Guinée équatoriale, l'Éthiopie, et Sao Tomé-et-Principe.

⁵ Le Fonds monétaire international, le Centre du commerce international, la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement, le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce.

⁶ Dans le cadre du Comité d'aide au développement de l'OCDE.

4. Avec la conclusion satisfaisante du Programme de Doha pour le développement, le commerce contribuera de façon décisive à la mise en œuvre de cette approche coordonnée. Mais pour pouvoir obtenir des résultats concrets du Programme de Doha pour le développement, les PMA devront aussi mettre en place un cadre national de politiques d'accompagnement appropriées. Un tel cadre comprend de solides politiques macro-économiques, des politiques réglementaires favorisant la concurrence, une réglementation transparente et des considérations de gouvernance.

5. Bien que l'orientation des échanges et du développement dans les PMA, en tant que groupe, soit extrêmement préoccupante, des progrès sont enregistrés dans plusieurs PMA. Ces pays sont des exemples pour leurs bonnes pratiques et ils montrent quelles approches pourraient être suivies ailleurs. Cela étant, il n'y a pas de solution universelle, et la stratégie de développement du commerce devra être adaptée à la situation particulière de chaque PMA. Ce qui est encourageant, c'est qu'il est possible de relever ce défi grâce à une action coordonnée, ainsi qu'en témoignent plusieurs PMA.

6. La contribution que peut apporter l'OMC pour faciliter l'intégration des PMA au système commercial multilatéral repose sur trois piliers: i) le Cadre intégré en partenariat avec les organisations participantes, les donateurs bilatéraux et les PMA eux-mêmes; ii) le Programme de travail de l'OMC en faveur des PMA, adopté le 12 février 2002 conformément au paragraphe 42 du Programme de Doha pour le développement; et, iii) les plans annuels de l'OMC pour l'assistance technique et le renforcement des capacités. Il nous faut maintenant procéder activement à la mise en œuvre de chacun de ces éléments. Des progrès ont été réalisés, mais il importe de fournir sans attendre d'autres efforts.

7. L'accès aux marchés est un élément essentiel du Programme de l'OMC en faveur des PMA et du développement du commerce des PMA. La part des PMA dans le commerce mondial n'a pas changé tout au long des années 90. En tant que groupe, les PMA n'ont représenté que 0,5 pour cent du commerce mondial des produits et 0,4 pour cent du commerce des services. Par ailleurs, dans le Rapport 2002 sur les pays les moins avancés, la CNUCED indique que 50 pour cent de la population dans les PMA vit avec moins d'un dollar par jour et elle estime que, si les tendances actuelles se maintiennent, la pauvreté augmentera d'un tiers environ d'ici à 2015 à moins que des mesures ne soient prises pour corriger la situation. L'amélioration des conditions d'accès aux marchés en régimes préférentiel et NPF contribuera au développement du commerce des PMA. À cet égard, le Programme de Doha pour le développement offre aux PMA une occasion importante. La mise en œuvre efficace du Programme contribuera à faire augmenter les revenus grâce à l'amélioration des possibilités d'accès aux marchés qui en découlera. S'ils saisissent ces possibilités tout en mettant en place des politiques appropriées, les PMA devraient être en mesure de créer des emplois et de relever leurs niveaux de vie.

8. L'amélioration de l'accès aux marchés et les mesures d'assistance technique et de renforcement des capacités sont des types d'initiatives qui se complètent mais qui ne se substituent pas l'un à l'autre. Ces initiatives sont essentielles pour aider les PMA à effectuer les ajustements nécessaires sur lesquels s'appuieront les actions entreprises au niveau national (à l'aide de politiques de développement et de stratégies de réduction de la pauvreté) afin de tirer parti des avantages d'un système commercial multilatéral ouvert et fondé sur des règles. Le Plan d'assistance technique de l'OMC pour 2002 a jeté des bases solides. Le Plan annuel pour 2003, qui a maintenant été approuvé par les Membres, consolidera les gains obtenus en 2002 et élargira aussi la portée des actions.

9. Dans la période qui a suivi Doha, l'OMC a encore plus axé ses travaux sur les PMA. Le Programme de travail de l'OMC en faveur des PMA (WT/COMTD/LDC/11) a été adopté par les Membres en février 2002. Sa contribution est importante car il répond à l'objectif d'intégration des PMA au système commercial multilatéral. La mise en œuvre efficace du Programme de travail a été jugée prioritaire par les membres du Sous-Comité des PMA et également par le Secrétariat. Des progrès importants ont été réalisés pour faire avancer divers éléments du Programme de travail. La

décision récemment prise à la Session extraordinaire du Sous-Comité des pays les moins avancés d'adopter des lignes directrices pour l'accession des PMA représente une contribution significative et opportune. Elle marque un progrès concret. Les lignes directrices, adoptées au Sous-Comité des pays les moins avancés, ont maintenant été présentées au Conseil général en vue de leur adoption formelle.⁷ Une fois qu'elles auront été adoptées par le Conseil général, les Membres devront donner suite aux lignes directrices convenues et les mettre effectivement en œuvre. Si nous entendons appuyer l'intégration des PMA dans le système commercial multilatéral, il nous faut faciliter leur accession à l'OMC. Des progrès ont aussi été réalisés pour améliorer la fourniture de l'assistance technique et du renforcement des capacités aux PMA grâce à l'augmentation du nombre et de la valeur des activités. À cet égard, le Programme de travail a bénéficié d'une forte augmentation des fonds disponibles pour la fourniture de l'assistance technique par l'OMC. Concernant l'accès aux marchés, on constate que les Membres continuent de notifier des améliorations à l'OMC.

10. Les PMA eux-mêmes ont activement participé aux négociations en cours. Le Groupe consultatif des PMA à l'OMC joue un rôle de coordination utile à cet égard. Il se réunit sur une base hebdomadaire. Il a présenté plusieurs propositions aux comités permanents et groupes de négociation de l'OMC. Le Secrétariat de l'OMC continue d'assurer des services de secrétariat pour les travaux du Groupe et il fournit quotidiennement des services consultatifs sur les questions présentant un intérêt pour les PMA.

11. Je voudrais insister sur la nécessité de mettre à profit les travaux antérieurs et les résultats de la Troisième Conférence de l'Organisation des Nations Unies sur les PMA (PMA-III) tenue à Bruxelles en mai 2001⁸; de la Réunion ministérielle des PMA à Zanzibar, pour préparer la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC; et du Programme de Doha pour le développement. Le présent rapport intérimaire présente les mesures prises à l'OMC conjointement avec les partenaires de développement des PMA et les autres actions qui doivent être entreprises.

12. Trois termes caractérisent le présent rapport. Ce sont l'urgence, la priorité et la mise en œuvre.

II. PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'OMC EN FAVEUR DES PMA

13. Le Programme de travail de l'OMC en faveur des PMA⁹ a été adopté par le Sous-Comité des pays les moins avancés (ci-après dénommé le Sous-Comité) le 12 février 2002. Conformément au mandat énoncé au paragraphe 42 de la Déclaration ministérielle de Doha, le Sous-Comité a fait rapport au Conseil général, le 13 février 2002, sur le programme de travail convenu.¹⁰

14. Le Programme de travail de l'OMC en faveur des PMA met l'accent sur les éléments suivants:

- a) accès des PMA aux marchés;
- b) initiatives d'assistance technique et de renforcement des capacités liées au commerce en faveur des PMA;

⁷ WT/COMTD/LDC/12.

⁸ Les Membres de l'OMC ont présenté six propositions d'action à la Session thématique sur le commerce de la PMA-III. Ces propositions figurent dans les documents WT/LDC/SWG/IF/10 – 16/Rev.1.

⁹ WT/COMTD/LDC/11.

¹⁰ WT/GC/M/73.

- c) offre, lorsqu'il y a lieu, d'un appui aux organisations qui aident les PMA à diversifier leur production et leurs exportations;
- d) intégration, selon qu'il conviendra, des éléments liés au commerce du troisième programme d'action en faveur des PMA;
- e) participation des PMA au système commercial multilatéral;
- f) accession des PMA à l'OMC; et,
- g) suivi des Décisions et Déclarations ministérielles de l'OMC.

15. Lors de l'adoption du Programme de travail en faveur des PMA, les Membres ont particulièrement insisté sur sa mise en œuvre. Ils ont commencé à examiner les divers éléments du Programme de travail, en faisant porter leurs travaux sur quelques-uns d'entre eux à chaque session du Sous-Comité.¹¹ Il est admis que les travaux effectués dans les autres comités et groupes de négociation de l'OMC sont aussi pertinents.

16. À ce jour, les travaux ont porté sur les éléments suivants:

a) Accès des PMA aux marchés:

17. Dans le cadre du Programme de travail de l'OMC en faveur des PMA, le Secrétariat a établi un rapport sur les questions liées à l'accès aux marchés pour les PMA (WT/COMTD/LDC/W/28 et TN/MA/S/7). Le rapport décrivait les initiatives prises ou annoncées, sur une base autonome, par plusieurs Membres de l'OMC pour améliorer l'accès des PMA aux marchés. Il examinait aussi les obstacles tarifaires et non tarifaires auxquels se heurtaient les exportations des PMA. Le rapport a été étudié par le Groupe de négociation sur l'accès aux marchés à la réunion qu'il a tenue les 5 et 6 novembre 2002 ainsi qu'à la 30^{ème} Session du Sous-Comité, le 7 novembre 2002. Les discussions qui se sont déroulées à ces occasions et les observations qui y ont été formulées ont été constructives, les Membres reconnaissant qu'ils avaient collectivement la responsabilité de s'acquitter du mandat énoncé par les Ministres au paragraphe 42 de la Déclaration de Doha.¹²

18. Depuis Doha, un nouvel élan a été donné à l'octroi d'un accès "en franchise de droits et sans contingents" pour les exportations des PMA et certaines nouvelles initiatives ont été prises en ce sens. Récemment, l'Australie et le Canada ont annoncé l'adoption de mesures. Il y a lieu d'envisager l'avenir avec optimisme, car avec les progrès réalisés dans les négociations lancées à Doha, on peut s'attendre à d'autres améliorations de l'accès des PMA aux marchés, notamment en ce qui concerne les problèmes de la progressivité des droits et des crêtes tarifaires auxquels se heurtent les produits dont l'exportation présente un intérêt pour les PMA. Dans le cadre du Programme de travail de l'OMC en faveur des PMA, le Secrétariat s'est engagé à effectuer un suivi périodique (annuel) des améliorations apportées à l'accès aux marchés pour les PMA. Ce suivi serait grandement facilité si les Membres

¹¹ Un compte rendu des travaux du Sous-Comité, et en particulier ceux concernant le Programme de travail de l'OMC en faveur des PMA, est inclus dans le Rapport annuel (2002) du Comité du commerce et du développement, qui est reproduit dans le document WT/COMTD/44 (à paraître).

¹² Au paragraphe 42, les Ministres se sont engagés en faveur de "l'objectif d'un accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent pour les produits originaires des PMA" et ils se sont engagés aussi à "envisager des mesures additionnelles qui permettent d'apporter des améliorations progressives à l'accès aux marchés pour les PMA" [WT/MIN(01)/DEC/1].

notifiaient en temps opportun les mesures en vigueur et les améliorations apportées à l'accès aux marchés pour les PMA.¹³

b) Initiatives d'assistance technique et de renforcement des capacités liées au commerce en faveur des PMA:

19. Pour compléter les initiatives prises afin d'améliorer l'accès aux marchés, une attention prioritaire a été portée aux PMA dans la fourniture de l'assistance technique et du renforcement des capacités liées au commerce. Pour sa part, l'OMC a fait état de cette priorité dans la *Nouvelle stratégie de coopération technique de l'OMC pour le renforcement des capacités, la croissance et l'intégration* qui a été entérinée par les Ministres à Doha¹⁴, et, au niveau opérationnel, dans la préparation et la fourniture de l'assistance prévue dans les plans annuels d'assistance technique de l'OMC.¹⁵

20. Ainsi que le prescrit le paragraphe 41 du Programme de Doha pour le développement, le Directeur général a fait rapport aux Membres sur la mise en œuvre et l'adéquation des engagements concernant la coopération technique et le renforcement des capacités souscrits dans le Programme de Doha pour le développement.¹⁶ Comme il est indiqué dans le rapport au titre du paragraphe 41, la fourniture de l'assistance technique se déroule de façon adéquate, sur la base de la structure de la coopération technique de l'OMC, qui a été définie après Doha.

21. Dans chacun des plans d'assistance technique pour 2002 et 2003, la priorité a été accordée aux PMA. En 2002, il était prévu d'organiser 70 *activités nationales* dans les PMA d'ici à décembre 2002, dont 54 avaient été exécutées à la fin d'octobre 2002. Dans le Plan d'assistance technique pour 2003, le nombre d'activités nationales planifiées pour les PMA a été porté à 115 (comparativement à 70 en 2002). Le nombre d'activités nationales qu'il est prévu d'organiser dans les PMA représente 47 pour cent environ du nombre total d'activités nationales inscrites dans le Plan d'assistance technique pour 2003.

22. En 2003, le nombre d'activités régionales organisées à l'intention des PMA doit aussi augmenter et s'élever à 150 (comparativement à quelque 80 activités régionales en 2002). Par ailleurs, les PMA continueront de bénéficier de séminaires spécialisés, d'ateliers et de cours de politique commerciale dans leur région. En outre, l'Institut de formation a accru son offre de cours de politique commerciale ordinaires et il a aussi organisé des cours de trois semaines à l'intention spécifiquement des PMA. Le programme de centres de référence de l'OMC est maintenant implanté dans la plupart des PMA, et la modernisation de ces centres commencera au début de 2003.

23. Le soutien continu et généreux des Membres lors des conférences d'annonce de contributions au Fonds global d'affectation spéciale pour le Programme de Doha pour le développement a rendu possible l'accroissement en quantité et en qualité de l'assistance technique de l'OMC.

¹³ Depuis la Conférence ministérielle de Doha, le Japon et la Suisse ont notifié des initiatives en matière d'accès aux marchés pour les PMA.

¹⁴ Le document WT/COMTD/W/90 a été entériné au paragraphe 38 de la Déclaration ministérielle de Doha.

¹⁵ Le Plan annuel de l'OMC pour 2002 figure dans le document WT/COMTD/W/95/Rev.3 et le Plan pour 2003, dans les documents WT/COMTD/W/104/Rev.1 et WT/COMTD/W/104/Add.1/Rev.1.

¹⁶ WT/GC/W/484.

24. Le Cadre intégré est à la base de l'assistance technique et du renforcement des capacités fournis par l'OMC à l'intention des PMA. Après avoir été appliqué dans une phase pilote à trois PMA (Cambodge, Madagascar et Mauritanie), le Cadre intégré a été étendu à onze autres PMA. En 2003, l'OMC prévoit de s'appuyer sur ces résultats et les améliorer.

25. Certes, l'OMC peut apporter certaines contributions, mais il est clair qu'elle ne peut à elle seule répondre à toute la complexité des défis auxquels fait face le développement du commerce des PMA. La coopération avec les autres partenaires multilatéraux, régionaux et bilatéraux de développement, notamment par l'intermédiaire du Cadre intégré et de programmes particuliers tels que le Programme intégré conjoint d'assistance technique (JITAP) pour certains pays en développement et pays les moins avancés en Afrique, joue un rôle important en la matière (la section IV du présent rapport fournit des précisions sur l'évolution du Cadre intégré).

c) Offre, lorsqu'il y a lieu, d'un appui aux organisations qui aident les PMA à diversifier leur production et leurs exportations:

26. Si les Membres et observateurs au Sous-Comité des pays les moins avancés reconnaissent que l'aide à la diversification des produits et des exportations déborde le cadre de l'OMC, ils admettent que les travaux des autres organisations multilatérales, régionales et bilatérales présentent un intérêt direct. L'aide à la diversification de la base de production et d'exportation des PMA a été examinée à la 28^{ème} session du Sous-Comité des PMA.¹⁷ À la réunion, le Directeur exécutif adjoint du Centre du commerce international (CCI) a été invité à faire rapport aux Membres sur l'assistance fournie par le CCI. Il a été indiqué que le CCI améliorerait la prestation de son assistance technique liée aux difficultés rencontrées par les PMA dans le domaine de l'offre, afin de réduire leur dépendance à l'égard d'une base de production et d'exportation étroite. Cet objectif allait dans le sens du paragraphe 42 de la Déclaration ministérielle de Doha et s'inscrivait dans le contexte de l'initiative du Cadre intégré. Il a été pris note de la contribution de l'OMC au budget du CCI, qui est un organe subsidiaire de l'OMC, ainsi que des contributions qu'y faisaient les autres donateurs bilatéraux. Il a été convenu que des représentants d'autres organisations ayant des compétences liées à cet aspect du Programme de travail de l'OMC en faveur des PMA seraient invités à présenter des rapports aux réunions futures du Sous-Comité.

d) Intégration, selon qu'il conviendra, des éléments liés au commerce du troisième programme d'action en faveur des PMA:

27. Ce mandat figure dans le Programme de travail de l'OMC en faveur des PMA (WT/COMTD/LDC/11). Les éléments liés au commerce adoptés dans le troisième Programme d'action en faveur des PMA comprennent, par exemple, l'accès des PMA aux marchés, l'accession des PMA et la fourniture de l'assistance technique et du renforcement des capacités liées au commerce par le biais du Cadre intégré. Ces éléments ont été intégrés au Programme de travail de l'OMC en faveur des PMA.

28. À sa 28^{ème} session, le Sous-Comité des PMA est convenu de l'importance d'une surveillance régulière de ces engagements et de rapports réguliers, comme prévu par différents volets du Programme de travail en faveur des PMA. Le Sous-Comité doit suivre régulièrement ces travaux au titre d'un point de l'ordre du jour intitulé: "Suite donnée aux Décisions/Déclarations ministérielles". Au titre de ce point, les Membres ont été invités à rendre compte des mesures de mise en œuvre prises pour respecter ces Décisions et Déclarations, telles que la Réunion de haut niveau de 1997 pour les PMA, la Troisième Conférence de l'Organisation des Nations Unies sur les PMA, tenue à Bruxelles, en mai 2001; et les Déclarations et Décisions ministérielles de l'OMC, et en particulier à les

¹⁷ WT/COMTD/LDC/M/28.

examiner. Certaines délégations ont indiqué qu'elles souhaiteraient revenir sur ce point du Programme de travail à une réunion future.

e) Participation des PMA au système commercial multilatéral:

29. Les récentes orientations du commerce des PMA font état de leur participation limitée au commerce mondial. Ces tendances et les initiatives particulières prises pour accroître la participation des PMA au système commercial multilatéral ont été exposées dans le document du Secrétariat distribué sous la cote WT/COMTD/LDC/W/26. Celui-ci a été examiné à la 28^{ème} session du Sous-Comité.¹⁸

30. Les Membres se sont félicités des initiatives qui avaient été prises par le Secrétariat de l'OMC pour améliorer la participation des PMA. Au nombre de ces initiatives figuraient l'augmentation du nombre de cours de politique commerciale offerts par l'OMC, des initiatives en faveur des pays n'ayant pas de représentation à Genève, telles que la Semaine de Genève qui était maintenant financée sur le budget ordinaire de l'OMC, le soutien à la technologie de l'information grâce à l'établissement de Centres de référence de l'OMC, les études diagnostiques sur l'intégration du commerce du Programme pilote pour le Cadre intégré, et l'accroissement de la participation des PMA aux organismes internationaux de normalisation. Des initiatives avaient aussi été prises pour augmenter le nombre d'examens des politiques commerciales des PMA, et pour relier la coopération technique de l'OMC avec ses examens des politiques commerciales. Le Secrétariat continue d'assurer le secrétariat des réunions informelles du Groupe consultatif des PMA. En 2001, dans le cadre de la préparation de la Conférence ministérielle de Doha, l'OMC a coopéré avec la CNUCED pour fournir un soutien aux ministres des PMA lors de la réunion qu'ils ont tenue à Zanzibar.

f) Accession des PMA à l'OMC:

31. Des progrès ont été accomplis dans le domaine de l'accession des PMA. Conformément au mandat énoncé aux paragraphes 9 et 42 de la Déclaration ministérielle de Doha, et au paragraphe 18 iii) du Programme de travail de l'OMC en faveur des PMA, le Sous-Comité des pays les moins avancés a adopté des lignes directrices pour l'accession des PMA, à une session extraordinaire tenue le lundi 2 décembre 2002. Ces lignes directrices ont été transmises au Conseil général en vue de leur adoption formelle.¹⁹ Je demande instamment aux Membres de mettre en œuvre ces lignes directrices de façon concrète et significative, une fois qu'elles auront été adoptées par le Conseil général. Dans le rapport complet que je présenterai à la cinquième Conférence ministérielle de l'OMC sur la situation des accessions des PMA à l'OMC, il sera rendu compte de l'état de la mise en œuvre des lignes directrices convenues.²⁰ À cette fin, le rapport de situation que je présenterai à la cinquième Conférence ministérielle sur la "Mise en œuvre de l'engagement pris par les Ministres de faciliter et d'accélérer les accessions des PMA" serait facilité par les progrès réalisés dans les Groupes de travail de l'accession des PMA.

32. La fourniture de l'assistance technique aux PMA accédants a aussi fait l'objet d'une attention prioritaire. Entre 1998 et 2002, plus de 300 activités ont été réalisées par le Secrétariat de l'OMC pour aider les PMA accédants. En juillet 2002, Le Secrétariat de l'OMC a organisé le premier Séminaire

¹⁸ WT/COMTD/LDC/M/28.

¹⁹ WT/COMTD/LDC/12.

²⁰ Trente PMA sont Membres de l'OMC, neuf autres (le Bhoutan, le Cambodge, le Cap-Vert, la République démocratique populaire lao, le Népal, le Samoa, le Soudan, Vanuatu et le Yémen) sont en voie d'accession à l'OMC. Trois PMA, l'Éthiopie, la Guinée équatoriale et Sao Tomé-et-Principe, ont le statut d'observateurs.

sur les accessions de l'OMC, à Genève. Le Séminaire a coïncidé avec la 29^{ème} session du Sous-Comité afin de faciliter la participation de tous les PMA accédants, y compris ceux qui n'avaient pas de représentation à Genève.²¹ Les présidents des groupes de travail et les PMA accédants ont été invités à informer les Membres des progrès réalisés dans les groupes de travail des accessions. La note du Secrétariat (WT/COMTD/LDC/W/27 et WT/ACC/12) sur la situation dans les groupes de travail des accessions des PMA et l'assistance technique fournie par l'OMC aux PMA accédants a aussi été examinée par le Sous-Comité

g) Suivi des Décisions et Déclarations ministérielles de l'OMC:

33. Le suivi des Décisions et déclarations ministérielles est un point permanent de l'ordre du jour du Sous-Comité. Dans le cadre de la surveillance des engagements pris et des rapports à ce sujet, les Membres ont été invités à faire rapport sur les mesures prises au titre des divers éléments du programme de travail en faveur des PMA. Toute l'attention voulue est aussi accordée aux domaines prioritaires pour les PMA dans les négociations en cours à l'OMC et à l'assistance technique fournie pour appuyer les PMA.

III. MISE EN ŒUVRE DU CADRE INTÉGRÉ POUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE LIÉE AU COMMERCE À L'INTENTION DES PMA

A. CONTEXTE

34. Le Cadre intégré a été lancé à la Réunion de haut niveau sur les mesures intégrées en faveur du développement du commerce des pays les moins avancés, en octobre 1997. Lors du lancement initial du Cadre intégré, l'objectif était d'accroître les avantages que les PMA tireraient de l'assistance technique liée au commerce qui leur était fournie par les six organisations participant au Cadre intégré (FMI, CCI, CNUCED, PNUD, Banque mondiale et OMC), en vue de les aider à élargir leurs possibilités commerciales, à répondre aux exigences du marché et à s'intégrer dans le système commercial multilatéral. Au cours de ses trois premières années d'activité, le Cadre intégré (l'"ancien Cadre intégré") a modestement contribué à l'atteinte de l'objectif initial établi à la Réunion de haut niveau de 1997. En 2000, le Cadre a fait l'objet d'un réexamen effectué par une équipe de consultants indépendants en vue d'améliorer son fonctionnement.²² Les chefs de secrétariat et les représentants des six organisations participantes ont par la suite examiné les recommandations de l'équipe d'évaluation et ils ont publié un communiqué conjoint qui contenait des décisions visant à remanier le Cadre intégré en tant que mécanisme permettant d'intégrer le commerce dans les plans de développement des pays et dans leurs stratégies de réduction de la pauvreté.²³

35. Le Cadre intégré, tel qu'il a été remanié, vise à intégrer les priorités commerciales dans les plans de développement des pays et dans leurs stratégies de lutte contre la pauvreté. La libéralisation des échanges et la réforme de la politique commerciale sont deux éléments clés d'une politique économique qui peut contribuer à une plus forte croissance et à la réduction de la pauvreté. Bien que le commerce soit un moteur de la croissance économique, les avantages découlant d'un commerce ouvert ne peuvent être garantis que si la politique commerciale est dûment prise en compte dans le cadre de la planification nationale. Par ailleurs, l'*intégration* du commerce doit systématiquement être

²¹ Les observations récapitulatives du Séminaire sont annexées au document WT/COMTD/LDC/M/29.

²² Le rapport, ainsi que les recommandations, figure dans le document WT/LDC/SWG/IF/1 de l'OMC, daté du 29 juin 2000.

²³ La Déclaration conjointe des chefs de secrétariat des six organisations participant au Cadre intégré sur le réexamen prescrit du Cadre intégré figure dans le document WT/LDC/SWG/IF/2 de l'OMC, daté du 12 juillet 2000.

prise en considération non seulement au niveau des politiques mais également aux niveaux des institutions gouvernementales et du partenariat entre les gouvernements et les donateurs afin d'utiliser autant que possible les ressources disponibles pour le commerce. Le Cadre intégré vise à assurer la prise en charge par les pays, et leur participation et coordination dans le cadre du processus d'intégration, principalement au moyen d'instruments tels que les Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP).

36. Le Cadre intégré remanié a été institutionnalisé et mis en application avec le lancement du Programme pilote pour le Cadre intégré, en février 2001.²⁴ La mise en œuvre du Programme pilote, qui est dirigée par la Banque mondiale, a été orientée par le programme de travail de la phase pilote²⁵, qui définit trois grandes mesures pour l'intégration du commerce. **Premièrement**, une étude diagnostique sur l'intégration du commerce, qui est établie pour chaque pays. L'étude diagnostique évalue la compétitivité de l'économie et elle détermine les obstacles à l'intégration effective dans le système commercial multilatéral et l'économie mondiale. **Deuxièmement**, une Matrice de programme d'action est établie sur la base des conclusions de l'étude, en consultation avec les parties intéressées lors d'un atelier national sur le Cadre intégré. La Matrice de programme d'action comporte un ensemble de recommandations et détermine les besoins prioritaires en matière d'assistance technique pour surmonter les obstacles recensés dans l'étude. **Enfin**, les priorités de la politique commerciale sont incorporées au CSLP du pays, et les besoins prioritaires en matière d'assistance technique sont examinés, en vue d'un financement éventuel, dans le cadre d'organes tels que les groupes consultatifs de la Banque mondiale ou les tables rondes du PNUD.

37. La mise en œuvre du Programme pilote pour le Cadre intégré a débuté dans trois PMA - Cambodge, Madagascar et Mauritanie - en mai 2001, et a été étendue à onze PMA juste avant la Conférence ministérielle de Doha.

38. Le Comité directeur du Cadre intégré a été mis sur pied pour améliorer la gouvernance et le suivi. Il a pour objet de rendre plus transparentes les activités du Cadre intégré. Le Comité directeur du Cadre intégré, qui est actuellement présidé par S.E. M. Hendrik Reé Iversen (Danemark), est un organe tripartite auquel sont représentés dans une égale proportion les organisations, les donateurs et les PMA.²⁶ Cette structure tripartite et interorganisations vise à améliorer la gestion collective du Cadre. Le Groupe de travail interorganisations, qui depuis octobre 2002 porte le nom de Groupe de travail du Cadre intégré, est responsable de la gestion quotidienne du Cadre intégré. Le Groupe de travail du Cadre intégré est présidé par l'OMC et comprend des représentants des organisations et deux représentants pour chacun des groupes de pays les moins avancés et de pays donateurs.²⁷ L'OMC, qui abrite le Secrétariat du Cadre intégré, assure le secrétariat des réunions du Comité directeur du Cadre intégré et du Groupe de travail du Cadre intégré. Enfin, le PNUD gère, au nom des six organisations, le Fonds d'affectation spéciale pour le Cadre intégré, qui a été établi en mars 2001 et qui est alimenté par les contributions volontaires des donateurs bilatéraux et multilatéraux. En octobre 2002, le montant total des annonces de contributions au Fonds d'affectation

²⁴ Document WT/LDC/SWG/IF/13.

²⁵ Document WT/IFSC/W/2.

²⁶ Depuis la Conférence ministérielle de Doha, le Comité directeur du Cadre intégré s'est réuni le 8 mars, le 12 juillet et le 9 décembre 2002. Les comptes rendus de ses réunions figurent dans les documents WT/IFSC/M/4 à M/6.

²⁷ Avant mai 2001, la participation au Groupe de travail interorganisations était réservée aux représentants des six organisations. Pour 2002-2003, le Canada et la Commission européenne représentent les donateurs, et l'Ouganda/la Zambie et le Népal/la Mauritanie représentent les PMA aux réunions du Groupe de travail interorganisations/Groupe de travail du Cadre intégré.

spéciale pour le Cadre intégré s'élevait à 10,4 millions de dollars américains. Le Fonds finance l'établissement des études diagnostiques sur l'intégration du commerce, mais il assure aussi le suivi des activités découlant des études.

B. MISE EN ŒUVRE DU CADRE INTÉGRÉ DEPUIS DOHA

1. Le Cadre intégré et le Programme de Doha pour le développement

39. À la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC, tenue à Doha, du 9 au 14 novembre 2001, les Ministres ont entériné le Cadre intégré en tant que modèle viable pour le développement du commerce des PMA. Ils ont aussi invité instamment les organisations participantes et les partenaires de développement à étudier la possibilité d'améliorer le Cadre intégré en vue de traiter les besoins les plus pressants des PMA.

40. Plusieurs initiatives sont prises pour améliorer le Cadre intégré. Après la Conférence ministérielle de Doha, le Président de la Banque mondiale, M. James Wolfensohn, a accueilli la deuxième réunion des chefs de secrétariat des organisations participantes, à Washington D.C., le 26 février 2002.²⁸ La réunion avait pour objectif d'entériner les bonnes pratiques de coordination et de cohérence qui avaient vu le jour dans le Cadre intégré remanié depuis la première réunion, et de les appliquer à la mise en œuvre du Programme de Doha pour le développement. Les chefs de secrétariat ont de nouveau réaffirmé les réalisations et l'utilité du Cadre intégré. À la réunion, ils ont adopté le Communiqué conjoint (WT/IFSC/1), qui faisait entre autres ressortir les points suivants: i) l'importance critique d'un suivi efficace des études diagnostiques sur l'intégration du commerce pour assurer la durabilité du processus du Cadre intégré, en traduisant les résultats des études diagnostiques sur les plans de la politique et de la recherche en activités opérationnelles pour s'attaquer aux faiblesses des PMA en matière de concurrence; ii) l'importance d'une plus grande participation des donateurs bilatéraux dans la mise en œuvre du Cadre intégré, en les encourageant à assumer des "rôles de donateurs principaux facilitateurs du Cadre intégré" dans les pays où ils avaient une présence importante et où ils avaient intérêt à appuyer les efforts d'intégration des gouvernements; iii) l'engagement d'élargir le Cadre intégré au plus grand nombre possible de PMA d'ici à la conclusion du nouveau Cycle de négociations; et iv) l'appui à l'élargissement du "modèle/avantages du Cadre intégré" à des pays à faible revenu ne figurant pas parmi les PMA, en dehors de la structure institutionnelle du Cadre intégré et sans détourner de ressources du Cadre intégré ni s'écarter de la priorité accordée aux PMA.

41. Les chefs de secrétariat des six organisations participantes étaient convaincus que la mise en œuvre du Cadre intégré contribuerait à la réalisation du Programme de Doha pour le développement, qui plaçait les besoins et les intérêts des pays en développement au cœur de son programme de travail. En particulier, les organisations étaient résolues à œuvrer de concert et à apporter des contributions complémentaires pour exécuter le mandat en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités énoncé dans la Déclaration de Doha pour le développement. Au-delà de la fourniture coordonnée de l'assistance technique liée au commerce, les organisations sont en outre convenues d'unir leurs efforts pour soutenir la réforme du commerce et d'autres mesures qui étaient importantes pour le développement ordonné des échanges commerciaux.

42. La troisième réunion des chefs de secrétariat des organisations participantes se tiendra avant la Conférence ministérielle de Cancún. Le Directeur général du Fonds monétaire international (FMI), M. Koehler, a accepté d'accueillir les participants à la réunion, qui aura trois grands objectifs, à savoir: i) coordonner les résultats des mesures prises par les fournisseurs du renforcement des capacités liées

²⁸ Le communiqué conjoint des chefs de secrétariat des six organisations participantes figure dans le document WT/IFSC/1 de l'OMC.

au commerce; ii) améliorer le Cadre intégré en tant que modèle de renforcement des capacités liées au commerce et d'intégration du commerce; et, iii) résoudre les questions relatives à l'exécution du Programme de Doha pour le développement et à la tenue de la Conférence ministérielle de l'OMC à Cancún. La réunion mettra aussi l'accent sur la mise en œuvre du Cadre intégré et sur le calendrier pour l'extension du Cadre intégré aux autres PMA.

43. L'amélioration de la coordination des mesures de renforcement des capacités liées au commerce avec les donateurs bilatéraux est un autre élément déterminant. Au paragraphe 39 de la Déclaration ministérielle, les Ministres ont souligné qu'il fallait coordonner de manière efficace la fourniture de l'assistance technique avec les donateurs bilatéraux, au Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE et dans les institutions intergouvernementales internationales et régionales pertinentes, dans un cadre de politique générale et selon un échéancier cohérents. À cet égard, le Cadre intégré a permis de regrouper les partenaires de développement bilatéraux et multilatéraux, ainsi que les communautés du commerce et du développement, tant au niveau international qu'à celui des pays. Deux mois après la Conférence ministérielle de Doha, le Groupe de travail interorganisations/Groupe de travail du Cadre intégré a convoqué sa première réunion conjointe avec le CAD de l'OCDE, l'instance qui regroupe les principaux donateurs bilatéraux. La deuxième réunion conjointe du Groupe de travail interorganisations/CAD a eu lieu les 28 et 29 novembre 2002. Les réunions ont été l'occasion d'examiner quel était le meilleur moyen d'amener les donateurs bilatéraux à participer à la mise en œuvre du Cadre intégré, y compris la recommandation relative aux "donateurs principaux" en tant que moyen pratique de mobiliser et de coordonner le soutien des donateurs à la mise en œuvre du Cadre intégré, en particulier à l'étape du suivi des études diagnostiques sur l'intégration du commerce. Le concept de donateur principal a depuis été mis en application dans certains PMA dans le cadre du processus du Cadre intégré.

2. Progrès réalisés à ce jour dans la mise en œuvre du Cadre intégré

44. La mise en œuvre du Cadre intégré a débuté à titre de projet pilote en mai 2001 au Cambodge, à Madagascar et en Mauritanie. Ces trois pays ont manifesté leur clair engagement à intégrer les priorités commerciales dans leurs CSLP. Les études diagnostiques de l'intégration du commerce réalisées pour les trois pays ont été achevées en octobre 2001. Les ateliers nationaux sur le Cadre intégré ont été organisés en Mauritanie et au Cambodge en novembre 2001 pour examiner les études avec les parties nationales intéressées. Des réunions du Groupe consultatif se sont tenues en décembre 2001 et en juin 2002, respectivement. L'incorporation des conclusions des études dans les CSLP, ainsi que le suivi des études diagnostiques sur l'intégration du commerce sont en cours dans les deux pays.

45. On estime que le Cadre intégré a été couronné de succès au Cambodge. Le commerce a été intégré dans le plan national de développement. Le Japon principalement a fait un suivi concret de plusieurs des recommandations relatives à l'assistance technique. Le Cadre intégré a permis de contribuer au processus d'ouverture du pays. En Mauritanie, les résultats ont été satisfaisants. Après la conclusion des études diagnostiques (octobre 2001) et de l'atelier national sur le Cadre intégré qui a pris fin en novembre 2001, une table ronde des donateurs a eu lieu à Nouakchott les 17 et 18 novembre 2002. L'Italie, la Commission européenne et le Fonds d'affection spéciale pour le Cadre intégré ont fait un suivi concret des projets prioritaires d'assistance technique et de renforcement des capacités.

46. Dans le cas de Madagascar, le processus du Cadre intégré a été interrompu à la fin de 2001, en raison de la situation intérieure. En octobre 2002, le gouvernement de Madagascar a demandé la reprise du processus, ce qui devrait se faire au début de 2003 avec la tenue d'un atelier national sur le Cadre intégré qui portera sur la mise à jour de l'étude diagnostique sur l'intégration du commerce.

47. En octobre 2001, le Comité directeur du Cadre intégré a décidé d'étendre le Cadre intégré à onze autres PMA – le Burundi, Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, la Guinée, le Lesotho, le Malawi, le Mali, le Népal, le Sénégal et le Yémen. À ce jour, des études diagnostiques sur l'intégration du commerce ont été achevées au Lesotho, au Sénégal et au Yémen, où il est prévu d'organiser des ateliers nationaux sur le Cadre intégré en décembre 2002. La préparation des études diagnostiques est actuellement rendue à diverses étapes au Burundi, à Djibouti, en Éthiopie, en Érythrée, en Guinée, au Malawi, au Mali et au Népal. On s'attend que les études réalisées dans ces pays soient achevées au premier trimestre de 2003. Par la suite, les conclusions des études diagnostiques sur l'intégration du commerce seront examinées aux ateliers nationaux.

48. Depuis la Conférence ministérielle de Doha, d'autres demandes d'élargissement du Cadre intégré ont été reçues de la part de huit PMA, à savoir l'Angola, le Bénin, le Tchad, la République démocratique populaire lao, les Maldives, Sao Tomé-et-Principe, le Togo et la Zambie. Il est à noter qu'au paragraphe 7 de leur communiqué conjoint du 26 février 2002, les chefs de secrétariat des organisations participantes sont convenus d'étendre le Cadre intégré à un aussi grand nombre de PMA que possible d'ici à la conclusion du cycle de négociations lancé à Doha. Cette extension du Cadre intégré doit être précédée d'un examen approfondi. Les demandes font actuellement l'objet d'un examen technique effectué par le Groupe de travail du Cadre intégré, sur la base des critères établis pour l'examen des demandes.²⁹ En attendant la conclusion de l'examen technique, ainsi que de l'évaluation du Cadre intégré, des activités préalables à la réalisation des études diagnostiques sur l'intégration du commerce sont en cours ou sont envisagées dans les pays demandeurs afin de les préparer au lancement du processus des études diagnostiques.³⁰

3. Réalisations, défis et questions à ce jour

49. Le processus du Cadre intégré a joué un rôle important pour établir le consensus, et assurer la coordination et le renforcement des capacités dans les pays bénéficiaires. La préparation d'une étude diagnostique sur l'intégration du commerce et le processus qui lui est associé ont réussi à stimuler le débat national sur les questions de commerce, à rallier le consensus sur la réforme de la politique commerciale, et à coordonner l'assistance des donateurs pour répondre aux besoins des PMA en matière de renforcement des capacités liées au commerce. À cet égard, l'une des évolutions les plus positives associées au processus du Cadre intégré est la création d'un comité directeur national. Le comité directeur national est un organe de discussion et de coordination de toutes les questions liées au Cadre intégré, auquel participent divers ministères, le secteur privé et la société civile. Il contribue à l'élaboration du mandat de l'étude diagnostique sur l'intégration du commerce, au dialogue avec les membres de la mission du Cadre intégré, à la formulation d'observations sur le projet d'étude, à l'incorporation des résultats de l'étude dans le CSLP, et à la mise en œuvre de la Matrice de programme d'action.³¹ Le Comité directeur national du Cadre intégré a aussi contribué à une meilleure coordination entre les pouvoirs publics et la communauté des donateurs, ainsi qu'entre les donateurs, au sujet des questions liées au commerce. Étant donné le rôle essentiel joué par le comité directeur national du Cadre intégré dans la réalisation de l'objectif d'intégration du commerce, des ressources provenant du Fonds d'affectation spéciale du Cadre intégré ont été affectées au soutien des comités dans les pays bénéficiaires.

²⁹ Les critères convenus figurent dans le document WT/IFSC/W/9.

³⁰ Il s'agit notamment de l'établissement de comités directeurs nationaux du Cadre intégré, d'ateliers de sensibilisation, de missions de familiarisation avec le Cadre intégré, de compilation d'activités permanentes liées au commerce, etc.

³¹ Pour atteindre l'objectif d'intégration, une représentation croisée est assurée entre le Comité directeur national du Cadre intégré et le Comité CSLP.

50. Le processus du Cadre intégré est en soit une activité de renforcement des capacités liées au commerce.³² Par l'intermédiaire du comité directeur national du Cadre intégré, ce processus nécessite la tenue de vastes consultations et l'établissement d'un réseau commercial, qui a contribué à améliorer la capacité des bénéficiaires à gérer les questions commerciales. En outre, davantage d'efforts ont été fournis pour faire appel aux services de consultants locaux et pour faire participer, si possible, les responsables des autorités locales à la préparation d'une étude diagnostique sur l'intégration du commerce et aux activités de suivi, dans le but d'améliorer les capacités locales et la prise en charge par le pays. Le Cadre intégré en tant qu'activité de renforcement des capacités commerciales peut avoir une incidence considérable, mais il est difficile de la mesurer à court terme. Dans le même temps, il est prématuré et trompeur de mesurer le succès du Cadre intégré en termes uniquement de l'assistance fournie par les donateurs à l'issue d'une réunion du Groupe consultatif. Il importe de préciser qu'une certaine assistance, en particulier lorsqu'elle nécessite des interventions de grande envergure, exigerait du temps et des travaux additionnels avant de se matérialiser. Si des indicateurs, tels que le nombre d'activités/projets de suivi, sont utiles pour mesurer les progrès à moyen terme, l'accroissement de la capacité commerciale d'un pays bénéficiaire devrait en définitive se refléter dans sa capacité de se livrer au commerce, en élaborant des politiques commerciales et en négociant des accords commerciaux qui lui permettent d'appuyer ses objectifs de développement. À cet égard, le processus du Cadre intégré doit être considéré comme un moyen et non comme une fin en soi.

51. Malgré les réalisations accomplies, le suivi des études diagnostiques sur l'intégration du commerce a représenté le principal défi de la mise en œuvre du Cadre intégré. Le suivi requiert de solides engagements politiques et financiers de la part des gouvernements des pays bénéficiaires et des partenaires de développement. Il requiert aussi de plus grands efforts de coordination de la part de toutes les parties. Par ailleurs, pour que le suivi soit significatif et efficace, il faut réaliser un délicat équilibre entre la réforme des politiques et la fourniture de l'assistance technique, et la mise en œuvre doit être organisée dans le temps. Le défi que représente le suivi a donc de multiples facettes. Il comprend la coordination entre les divers ministères (ce qui laisse supposer qu'il faudra composer avec des priorités politiques différentes et, parfois, concurrentes); la coordination entre les donateurs (ce qui laisse supposer qu'il faudra composer avec des priorités en matière d'assistance, des cycles budgétaires et des procédures administratives qui diffèrent); et la coordination entre les deux communautés. Il n'existe pas de formule magique, mais la prise en charge par le pays, favorisée par le processus du comité directeur national, avec le soutien du facilitateur du Cadre intégré, est l'élément le plus prometteur d'un suivi durable.

52. Bien que très limités (à ce jour, seuls deux PMA ont mené à terme l'ensemble du processus au titre du Cadre intégré³³), les résultats du suivi ont été mitigés. D'une part, un seul pays bénéficiaire du Cadre intégré a été en mesure de mobiliser le soutien de quelque 20 donateurs bilatéraux et multilatéraux pour plus de 60 activités de suivi.³⁴ D'autre part, dans un autre PMA bénéficiaire, les

³² Les lignes directrices du CAD sur le *renforcement des capacités commerciales au service du développement* définissent la capacité commerciale comme étant un ensemble d'activités cohérentes financées par les donateurs et pays partenaires, et conçues pour accroître les capacités des décideurs, des entreprises et de la société civile: i) de collaborer à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques et stratégies commerciales efficaces; ii) d'améliorer les performances commerciales par le renforcement des politiques et des institutions; et iii) de participer aux institutions, aux négociations et aux processus qui façonnent la politique nationale dans le domaine des échanges et les règles et pratiques du commerce international, et d'exploiter les avantages qui en découlent.

³³ En septembre 2002, seuls deux PMA, le Cambodge et la Mauritanie, avaient complété tout le processus (étude diagnostique sur l'intégration du commerce-atelier sur le Cadre intégré-réunion du Groupe consultatif).

³⁴ IFSC/W/13.

résultats ont été modestes/mitigés.³⁵ De façon générale, le suivi exige que des mesures soient prises à deux niveaux: i) le gouvernement du pays bénéficiaire doit incorporer les conclusions de l'étude diagnostique sur l'intégration du commerce, et en particulier celles concernant la réforme politique, dans son CSLP et y donner suite; et ii) les partenaires de développement doivent tenir compte de leurs réponses aux besoins d'assistance technique liée au commerce et les inclure, selon qu'il est approprié, dans leurs cadres d'assistance existants ou à venir.³⁶ Sachant que la capacité des PMA bénéficiaires d'organiser le processus de suivi est limitée, le facilitateur du Cadre intégré, qu'il s'agisse d'un donateur bilatéral ou d'une organisation, joue un rôle essentiel à l'étape du suivi. Il aide le pays bénéficiaire à mobiliser le soutien des mesures de suivi des divers donateurs et leur coordination.³⁷ À cet égard, on estime qu'il est essentiel que le facilitateur du Cadre intégré soit impliqué le plus tôt possible afin d'appuyer efficacement le suivi.³⁸ Par ailleurs, pour rendre concrètement opérationnelle la matrice de l'assistance technique, l'étude diagnostique sur l'intégration du commerce comprendrait, selon qu'il est approprié, une brève description de projet pour chacun des besoins recensés, qui serait accompagnée d'une estimation des coûts.³⁹

53. Enfin, il faut reconnaître que la fourniture de l'assistance technique liée au commerce est peu utile si elle ne s'accompagne pas des réformes politiques nécessaires. Pour maximaliser les avantages du suivi dans la fourniture de l'assistance technique liée au commerce, les priorités des réformes politiques devraient être déterminées et, pour bien faire, être mises en œuvre avant ou en même temps que la fourniture de l'assistance technique. Lorsque cela n'est pas réalisable d'un point de vue technique, les priorités de la réforme devraient au moins se refléter dans les CSLP et dans les cadres de dépenses à moyen terme qui leur sont associés, et des échéanciers devraient être établis. Autrement dit, plus les priorités commerciales sont intégrées dans le cadre directeur des politiques d'un pays (par exemple, le CSLP), plus le soutien et l'efficacité de l'assistance technique liée au commerce seraient susceptibles d'augmenter. Les résultats du Cadre intégré ont clairement montré qu'il avait été possible de mobiliser un plus grand soutien du suivi dans les pays bénéficiaires dont les gouvernements avaient sans tarder donné suite aux recommandations en matière de politiques en les intégrant dans leurs CSLP.

C. PROCHAINES ÉTAPES

54. La mise en œuvre du Cadre intégré demeure une "activité en cours". Les organisations sont aussi engagées dans le processus continu d'apprentissage des leçons à tirer de la mise en œuvre en cours. Le Cadre intégré a continuellement fait l'objet d'évaluations, dont le réexamen prescrit

³⁵ Les problèmes concernant le manque de réceptivité pour le suivi sont généralement les suivants: i) l'ambiguïté au sujet des responsabilités en matière de suivi; ii) la faible capacité des gouvernements des pays bénéficiaires de prendre la direction du processus de suivi; et, iii) l'intervalle de temps qui sépare les ateliers sur le Cadre intégré et la finalisation/révision des études diagnostiques sur l'intégration du commerce, et/ou les réunions du Groupe consultatif ou des autres donateurs.

³⁶ Dans le but de faciliter le suivi, le Groupe de travail du Cadre intégré a adopté à sa 31^{ème} session une décision concernant le partage des responsabilités en matière de suivi entre les principaux intervenants.

³⁷ À ce jour, des facilitateurs du Cadre intégré ont été désignés dans sept pays au moins, et ils ont joué un rôle actif pour appuyer les PMA bénéficiaires, à savoir le Cambodge, le Lesotho, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Sénégal et le Yémen.

³⁸ À sa 33^{ème} réunion, le Groupe de travail du Cadre intégré a recommandé que la désignation d'un facilitateur du Cadre intégré soit l'une des conditions préalable à la réalisation des études diagnostiques sur l'intégration du commerce dans les pays bénéficiaires.

³⁹ Rapport de la 32^{ème} réunion du Groupe de travail interorganisations.

en 2000, l'évaluation du Programme pilote pour le Cadre intégré avant la quatrième Conférence ministérielle en 2001, un rapport intérimaire présenté au Conseil général par le Directeur général en décembre 2002, et une autre évaluation prescrite en 2003, avant la cinquième Conférence ministérielle. La dernière évaluation du Cadre intégré doit commencer au début de 2003. Les chefs de secrétariat des organisations participantes se réuniront en juin/juillet 2003 pour examiner la mise en œuvre, dans le but de faire rapport à la cinquième Conférence ministérielle, conformément au paragraphe 43 de la Déclaration ministérielle de Doha.

IV. CONCLUSION

55. Le commerce est un instrument pertinent pour lutter contre la pauvreté et promouvoir le développement, et le système commercial multilatéral est pertinent pour répondre aux préoccupations en matière de développement des membres les plus fragiles de la communauté internationale. L'OMC ne peut à elle seule régler ces problèmes et une action coordonnée avec tous les partenaires de développement est plus que jamais nécessaire. L'OMC fera sa part. Mais le rôle complémentaire des autres partenaires (organisations, donateurs bilatéraux et partenaires de développement) sera tout aussi essentiel.

56. Certes, il y a eu plusieurs évolutions positives depuis Doha, mais il y a des possibilités d'amélioration. Les domaines d'action prioritaires pour les PMA continueront de recevoir toute notre attention, en vue de présenter un rapport complet à la cinquième session de la Conférence ministérielle sur toutes les questions affectant les PMA.

57. Il est possible de situer la réponse aux besoins prioritaires des PMA à trois niveaux: i) accès aux marchés; ii) assistance technique et renforcement des capacités; et iii) accessions. Actuellement, nous nous trouvons dans une étape transitoire à l'OMC pour chacun de ces trois volets. À la Conférence ministérielle de Cancún, un rapport sera présenté sur ces aspects, y compris sur la mise en œuvre du Cadre intégré.
